

# Guadeloupe mode d'emploi : tirer à balles réelles sur les forces de l'ordre



*« La République ne tolérera jamais qu'on attaque les citoyens qui nous protègent et qui nous informent. La Justice poursuivra les auteurs de ces violences inadmissibles ».*

Tels sont les récents propos, fort virils, du Premier ministre **Castex** au sujet de la situation chaotique qui règne en **Guadeloupe** depuis le 15 novembre dernier.

Ils rappelleront aux plus anciens d'entre nous ces fameuses paroles du **général De Gaulle** durant la « crise algérienne » : *« Moi vivant, jamais le drapeau du FLN ne flottera sur Alger ! »*. On connaît la suite.

Cela dit, même **Jean-Marie Le Pen** le reconnaît dans ses

*Mémoires* : politiquement, en abandonnant finalement l'**Algérie**, **De Gaulle** avait raison. Malgré la victoire militaire totale de l'armée française sur le **FLN** (au printemps 1961, le **FLN** était moribond), la situation en **Algérie** n'était pas tenable à terme pour les Français. Economiquement, politiquement, ce département d'Outre-mer constituait pour la **France** un boulet insupportable, alors qu'à la même époque, l'**Allemagne** connaissait une véritable renaissance, qui allait en faire à partir de 1965 la première puissance économique du continent européen. Mais passons...

\*\*\*

Le **15 novembre dernier**, un collectif regroupant des manifestants anti-passe sanitaire et anti « vaccin » Covid-19 et des personnels soignants hostiles à la vaccination, lance **une grève générale sur l'ensemble de la Guadeloupe**.

S'en est suivi le **blocage systématique des routes**. Un coup dur pour l'économie locale – déjà mal en point avec un taux de chômage de 40% chez les jeunes. Le tourisme – l'une des principales ressources – en a été la première victime.

Les **scènes de violences** se sont multipliées un peu partout sur l'Île : émeutes, voitures calcinées, « *snipers* » **tirant à balles réelles** sur des forces de l'ordre débordées. Naturellement, le **couvre-feu** instauré le 18 novembre par le préfet n'a à aucun moment été respecté par la population...

\*\*\*

La situation actuelle en **Guadeloupe** est sans doute – en moins tragique – un *bis repetita* de la **situation algérienne**...

\*\*\*

Hier, 27 novembre, la « **crise sanitaire** » s'est en effet transformée en **crise institutionnelle**, avec cette déclaration sidérante du ministre de l'Outre-Mer, **Sébastien Lecornu** :

**« Certains élus ont posé la question en creux de l'autonomie , par rapport à son statut actuel de département-région d'outre-mer. D'après eux, la Guadeloupe pourrait mieux se gérer d'elle-même. Ils souhaitent moins d'égalité avec l'Hexagone, plus de liberté de décision par les décideurs locaux. Il n'y a pas de mauvais débats du moment que ces débats servent à résoudre les vrais problèmes du quotidien des Guadeloupéens ».**

Des déclarations qui, à l'évidence, ne seront pas sans conséquence sur la situation en **Nouvelle Calédonie**, où le sort de l'Île doit se jouer **par référendum le 12 décembre prochain**.

\*\*\*

Le gouvernement vient par un coup de baguette magique de créer **1000 emplois jeunes en Guadeloupe**. Des emplois sans aucune utilité économique : il s'agit simplement d'occuper une jeunesse désœuvrée et de l'empêcher de faire des bêtises...

Rapporter à la population de l'île (400.000 personnes), c'est comme si le pouvoir venait de créer **170.000 emplois administratifs en métropole** ! Mais comme le disait fort justement le regretté **François Hollande** : **« Ça ne coûte rien : c'est l'Etat qui paie »**...

On croit rêver, alors que le gouvernement – dictature sanitaire oblige – s'est privé des services (évictions ou démissions) de **plusieurs milliers de personnels soignants** et que, par ailleurs, **plusieurs dizaines de milliers de lits** ont été fermés dans les hôpitaux publics (pour être honnête, les coupes claires dans les services ont commencé sous **Sarkozy**...)

\*\*\*

Commentaire du **député LR du Vaucluse, Julien Aubert** :

**«Il suffit de tirer sur des policiers en Guadeloupe et la loi devient caduque».**

Julien Aubert n'hésite pas à parler de **« débandade**

*institutionnelle* »...

\*\*\*

La **France** a-t-elle encore les moyens d'entretenir ses danseuses ultramarines ?

\*\*\*

[Henri Dubost](#)

[In girum imus nocte ecce et consumimur igni](#)